

clt Discours

Elections cantonales.  
"Jean VONS"

Discours  
par  
thems

DISCOURS DE MICHEL ROCARD

à CHATENAY-MALABRY

JEUDI 7 MARS 1985



Monsieur le Député,  
Sénateur

Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Mon ami Jean VONS rappelait à l'instant même que c'est la troisième fois que Je viens à CHATENAY-MALABRY.

Je ne voudrais pas commencer cette soirée en lui apportant un démenti, mais ce n'est pas tout à fait exact. J'ai, en effet, un fils qui est un passionné de football et qui vient souvent s'entraîner sur les stades de CHATENAY-MALABRY. Il m'est donc arrivé, à différentes reprises, de venir le chercher, le dimanche soir, et d'apprécier ainsi à la fois l'environnement de votre ville et ses équipements sportifs.

Ce qui est vrai, c'est que c'est la troisième fois que Je viens à CHATENAY-MALABRY à l'occasion d'élections cantonales.

Jamais deux sans trois, dit le proverbe. J'espère que vous ne le démentirez pas non plus dimanche prochain en votant massivement pour tous les candidats et candidates socialistes qui m'entourent à cette tribune. Et en particulier, en assurant la réélection de mon ami Jean VONS, le maire de CHATENAY-MALABRY.

La prochaine fois que Je viendrai ici n'attendra pas, Je l'espère, une prochaine échéance cantonale. Je compte bien, en effet, que vous m'inviterez à l'inauguration des locaux de la Direction départementale de

...



Coll. Michèle RO...

3.

l'Agriculture, dans ce bâtiment de l'époque de COLBERT dont vous avez entrepris la rénovation. Mais là, c'est le ministre de l'Agriculture qui viendra officiellement.

Aujourd'hui, vous l'avez bien compris, ce n'est pas à ce titre que je suis ici, et que je m'exprime devant vous.

Le métier de ministre de l'Agriculture est un métier inhumain par le temps qu'il dévore. Je m'y consacre entièrement parce qu'il est décisif pour notre économie, pour le redressement du pays, pour le rééquilibrage de notre commerce extérieur, pour notre indépendance alimentaire.

Je n'ai donc guère le temps de me consacrer à d'autres événements, et il arrive qu'on me reproche d'être bien silencieux sur les sujets qui ne concernent pas mon activité ministérielle.

Si j'ai donc choisi de venir ici ce soir, à CHATENAY-MALABRY, c'est bien sûr pour apporter mon soutien et mes encouragements à tous les candidats socialistes qui se présentent à vos suffrages dans le cadre de ces élections cantonales. Ils sont mes amis, ils méritent votre confiance.

...

4.

Mais c'est aussi parce que je crois indispensable, en raison des difficultés de l'heure, des incertitudes et des doutes qui habitent le pays, de parler avec les Françaises et les Français de la situation de la France. Je voudrais vous faire partager les raisons que nous pouvons raisonnablement avoir d'espérer le succès du redressement national, exprimer des choix pour maîtriser mieux l'avenir, avoir avec vous ce dialogue du courage et de la vérité.

On me dira : des élections cantonales, les circonstances ne sont peut-être pas les meilleures. Et il est vrai que, dimanche après dimanche, les scrutins locaux n'apportent pas que de bonnes nouvelles pour la majorité et le Gouvernement. Ces élections cantonales ne seront pas faciles, elles non plus, et chacun d'entre vous doit se sentir mobilisé pour expliquer, pour convaincre, pour rassembler.

Bien sûr, c'est quelquefois tentant de se défouler, de se laisser aller aux humeurs du moment, de bouder les urnes parce que telle réforme ne va pas assez vite, parce que telle mesure change nos habitudes personnelles, puisque ces scrutins ne remettent en cause ni le Président de la République, ni le Gouvernement, ni la majorité parlementaire.

...

*Paul  
des élections  
cantonales*

ARCHIVES  
NATIONALES

L'opposition nous dit : en analysant les résultats des élections partielles ou des sondages, il est clair que vous n'avez plus la majorité dans le pays.

Nous sommes là pour nous dire la vérité, alors soyons francs : si l'on s'en tient à ces résultats ou à ces sondages, c'est vrai.

Mais il est tout aussi clair que l'opposition, elle non plus, n'a pas la majorité. Car croyez-vous vraiment que les motivations, les aspirations et les intérêts de ceux qui s'abstiennent ou votent contre la majorité vont dans le même sens ? Croyez-vous vraiment que l'addition des mécontentements, cela constitue une politique de rechange ?

C'est une situation grave pour la France, car il n'y aura pas de redressement durable et efficace sans rassemblement des efforts et des volontés d'une majorité de Français.

Il nous faut donc regagner l'opinion à notre cause. Nous devons relever ce défi, le défi des abandons aux petits mécontentements passagers, relever le défi du découragement et des coalitions négatives.

Nous devons montrer qu'il y a ceux qui renoncent, et qu'il y a la France qui se bat, qu'il y a ceux qui traînent les pieds et qu'il y a la France qui avance, qu'il y a ceux qui critiquent tout et qu'il y a la France qui gagne !

...

Aussi, le message que Je voudrais vous faire partager ce soir tient-il en trois idées essentielles :

- - le redressement économique est un effort de longue haleine mais ses premiers résultats sont là ; ils ont été obtenus sans sacrifier la Justice ni la solidarité ; c'est sur eux que nous pourrions nous appuyer le plus solidement pour inverser la courbe du chômage ;
- - les chefs de la droite mènent une politique dangereuse, contraire aux intérêts fondamentaux du pays ; ils n'ont pas d'autre projet que d'organiser la revanche ;
- - il n'y a pourtant pas d'autre espoir pour notre pays que la poursuite de son redressement et de sa modernisation ; c'est la gauche qui porte aujourd'hui cette espérance, pourvu qu'elle sache accomplir sa propre modernisation sans renoncer à ses valeurs.

◇  
◇ ◇

...

ARCHIVES  
NATIONALES

Message  
3 idées

Croyez-vous d'ailleurs que l'opposition nous parlerait autant de la Nouvelle-Calédonie, ou bien de cohabitation en 1986, s'ils pouvaient tirer des arguments crédibles de la situation générale du pays, et en particulier de sa situation économique ?

Je ne veux pas dire que ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie n'est pas important, ni qu'il faut se désintéresser de l'échéance de 1986. D'ailleurs, j'y reviendrai. Mais enfin, la Nouvelle-Calédonie, c'est loin dans l'espace, 1986, c'est encore dans un an.

Et je suis bien sûr que si la droite pensait trouver un écho dans le pays en menant campagne contre l'incapacité de la gauche à gérer l'économie, à construire l'avenir du pays, elle le ferait.

Elle ne le fait pas, parce qu'il est en train de se passer, tout doucement, presque sans que l'on s'en aperçoive, un événement considérable. Jusqu'ici, c'était quoi la gauche au pouvoir ? Quelques mois, une expérience, des réformes sans doute généreuses, mais au bout l'échec économique. En 1936, Léon BLUM avait parlé d'une "embellie", un coin de ciel bleu, les congés payés. Et puis 1945, 1956 : jamais plus de quelques mois.

...

Voici que, servis par une Constitution qui garantit au Président de la République et au Gouvernement la durée nécessaire à leur action, nous sommes non seulement engagés sur le chemin de transformations durables, mais nous sommes en train de réussir là où la droite - et quelle droite : celle du "meilleur économiste de France" ! - avait échoué !  
Et c'est cela, voyez-vous, plus que toute autre chose, qui leur est intolérable.

L'inflation ? 1984 : 6,7 %, le niveau le plus bas atteint depuis 12 ans. Quand on enregistre ce résultat, la droite dit tout de suite : ah oui, mais ça ne compte pas ! Ce qui compte, c'est la différence avec l'Allemagne. En bien soit : la différence d'inflation entre la France et l'Allemagne a été réduite de moitié par rapport à ce qu'elle était en 1980. Et en janvier 1985, alors que le mois de janvier est traditionnellement un mauvais mois, la tendance s'est confirmée et l'inflation a même été supérieure en Allemagne à ce qu'elle a été en France.

Pourtant, la lutte contre l'inflation, c'était le principal objectif que s'était assigné M. BARRE, en août 1976, quand il avait été nommé Premier Ministre. C'était sa ligne bleue des Vosges, au point que dans son discours de présentation devant l'Assemblée Nationale,

...

La gauche  
en 1981

ARCHIVES  
NATIONALES

Inflation

il n'avait même pas prononcé une seule fois le mot "chômage". En 1976, pourtant, il y avait déjà 800.000 chômeurs.

Et comme M. BARRE n'est pas un sot, cet oubli n'était pas involontaire. Pour s'attaquer à l'inflation, M. BARRE avait pris le risque d'accepter une très forte augmentation du chômage.

M. BARRE avait raison de vouloir s'attaquer à l'inflation. Parce que l'inflation, c'est une des drogues les plus dangereuses de notre économie. L'inflation, cela consiste à tirer des chèques en blanc sur l'avenir : tout le monde emprunte à tout le monde en espérant bien rembourser en monnaie de singe. L'inflation, c'est construire sur des sables mouvants, à la merci des spéculateurs financiers et des mouvements incontrôlés du système monétaire international : que peut-on construire de solide là-dessus ?

Et puis surtout, comme pour bénéficier de l'inflation, il faut disposer de moyens pour prêter ou pour emprunter, l'inflation, c'est d'abord un impôt sur les plus pauvres.

Voilà pourquoi il n'y a pas de progrès économique ni de justice sociale possibles sans s'attaquer d'abord et par tous les moyens à l'inflation.

...

M. BARRE a demandé beaucoup de sacrifices aux Français pour s'attaquer à l'inflation. Mais en pure perte : quand il est parti en 1981, le taux d'inflation dépassait les 13 % et le nombre des chômeurs avait doublé - on était déjà sur la pente des deux millions de chômeurs.

Il a fallu la gauche pour arracher notre économie à cette drogue, drogue douce sans doute, mais drogue dangereuse. Il a fallu la gauche pour inverser une tendance vieille de plusieurs décennies. Il n'a pas été facile de désintoxiquer notre société. Des efforts ont été demandés aux Français.

Mais aujourd'hui, les résultats sont là. Et cela, voyez-vous, c'est sans doute ce qu'il y a de plus insupportable pour les chefs de la droite.

⇒ Voilà pour l'inflation. Le commerce extérieur ?  
En 1980, il accusait un déficit de 62 milliards de francs. Fin 1984, ce déficit avait été ramené à 21 milliards et demi, soit pratiquement trois fois moins. Pour l'ensemble de l'année 1984, la balance des paiements courants est quasiment en équilibre.

L'équilibre du commerce extérieur, je sais bien que bien peu de Français savent vraiment à quoi ça correspond. Cela prend quelquefois l'allure d'un objectif un peu

...

Commerce  
Extérieur

académique, pour satisfaire les économistes distingués ou pour flatter le sens de l'orthodoxie des banquiers.

En fait, c'est beaucoup plus simple que cela : l'équilibre du commerce extérieur, c'est tout simplement la mesure économique de notre indépendance. Est-ce que nos choix vont nous être dictés par des puissances financières étrangères ? Est-ce que ce sont nos banquiers qui nous diront ce que nous devons faire ? Est-ce que c'est M. REAGAN ou le chancelier KOHL qui nous imposeront leur politique ? C'est de l'équilibre de notre commerce extérieur que dépend la réponse.

En trois ans et demi, nous avons retrouvé des marges de manoeuvre. Nous avons retrouvé les moyens de notre indépendance nationale, et en même temps, l'assise la plus solide pour avoir une croissance plus forte, ce qui est le seul moyen d'inverser la courbe du chômage.

⇒ L'inflation, le commerce extérieur, le déficit budgétaire : avec 3,3 % de la production intérieure brute, c'est l'un des plus faibles de toutes les économies occidentales. La Sécurité sociale est, en 1984, en équilibre pour la première fois depuis bien longtemps. La baisse des taux d'intérêts a fait qu'en 1984, pour la première fois, la rémunération des petits épargnants a été supérieure

...

à l'inflation, et l'épargne populaire, celle des livrets A et des livrets roses, a été protégée.

Voilà les résultats qui expliquent que les chefs de la droite sont plus silencieux qu'hier sur la situation économique du pays.

Et puis, il faut dire que cet assainissement, même s'il a exigé des efforts et des sacrifices, a été mené à bien sans sacrifier ni la justice, ni la solidarité :

- la France est le seul pays de la Communauté économique européenne à avoir connu une croissance positive au cours de ces trois ans et demi ;
- le minimum vieillesse a été revalorisé de 72 %,
- le S.M.I.C. a été augmenté de 61 %,
- les prestations familiales ont connu une progression de 80 % entre 1981 et 1985.

Alors que chez tous nos voisins, le pouvoir d'achat a reculé sous l'aggravation de la crise, entre 1981 et maintenant, en France, il a progressé au cours de la même période, même si cette progression globale résulte d'une forte avancée en 1981 et 1982 et d'un tassement au cours des deux dernières années.

...

Deficit  
budgétaire

Pouvoir  
d'achat

ARCHIVES  
NATIONALES

Et puis, la gestion du pays, ce n'est pas uniquement l'économie. C'est aussi l'effort sans précédent mis en oeuvre dans le domaine de l'éducation et de la formation, parce que l'un des aspects les plus dramatiques du chômage, c'est d'abord le chômage des jeunes. On ne s'en sortira pas sans un immense effort d'adaptation des formations aux besoins de la société et d'un monde en perpétuel changement. Des dizaines de milliers de stages de formation professionnelle, la possibilité de se familiariser avec l'informatique pour tous les élèves des écoles primaires et maternelles, l'ouverture de l'école vers l'entreprise, voilà comment se construit l'avenir du pays, même si, chacun pourra le comprendre, les résultats n'en sont pas visibles du jour au lendemain.

La gestion du pays, c'est aussi la recherche, des succès commerciaux remportés grâce à la fusée Ariane, qui fait subir une concurrence sévère y compris aux Américains, la multiplication de programmes européens de recherche.

La gestion du pays, c'est aussi les efforts considérables entrepris pour rattraper les retards enregistrés dans le domaine de la sécurité, notamment dans les grandes villes et dans les banlieues. Au cours des vingt dernières années, alors que la France cessait définitivement d'être

...

un pays rural pour entrer dans la civilisation urbaine, qu'a-t-on fait ? On a assuré la modernisation de la gendarmerie, on a renforcé les effectifs de ses brigades cantonales, on l'a équipée au goût du jour. La gendarmerie est un corps d'élite, mais il fallait qu'elle ait les moyens de ses missions. Mais, pendant ce temps, les commissariats des quartiers de nos villes sont dans un état lamentable, les policiers ont un équipement et une formation qui sont loin de répondre aux besoins, ils sont logés souvent à des heures et des heures du lieu de leur travail, ils sont occupés à des tâches qui n'ont rien à voir avec la prévention ou la répression de la délinquance.

Moi, je n'accepte pas de leçons sur l'insécurité de la part de ceux qui sont responsables de cet état de choses. Près de dix mille policiers ont été recrutés depuis 1981, contre 5.000 au cours du septennat précédent. Il a fallu les former, les équiper, et alors, chacun le comprendra, on n'a pas pu enregistrer tout de suite les fruits de ces efforts.

Les chefs de la droite ont essayé de se constituer un fonds de commerce électoral avec les problèmes d'insécurité, jusqu'à ce qu'ils aient affaire à un camelot plus tapageur et plus démagogue qu'eux.

...

*Educ. Form. hor*

*Fusée Ariane*

*Sécurité*

ARCHIVED  
NATIONALES

L'insécurité, de deux choses l'une : ou on la traite, ou on l'exploite.

Exploiter l'insécurité, c'est facile, c'est pas cher et ça peut rapporter gros. Du moins, un moment. Car très vite, les gens s'aperçoivent que, loin de résoudre les problèmes, cela les aggrave.

Traiter l'insécurité, c'est plus lent, c'est plus complexe et les effets ne sont pas immédiats. Il faut savoir associer la prévention, l'information, le conseil, et quand il le faut, la répression.

Au moins aujourd'hui constate-t-on que la petite délinquance commence à battre en retraite.

Et puis, la gestion du pays, c'est aussi l'effort exceptionnel de développement culturel qui a été entrepris, l'ouverture vers des formes nouvelles de culture, la B.D., la musique rock, la chanson, tout ce qui fait dans notre vie de tous les jours, un rayon de lumière, une musique du coeur, un brin de soleil.

La gestion du pays depuis 1981, la modernisation de la France, c'est tout ça et bien d'autres choses encore. C'est de ce bilan que nous sommes prêts à rendre compte. C'est le résultat des efforts de tous les Français. C'est un acquis essentiel pour le redressement du pays.

...

Mais, me direz-vous, vous n'avez pas parlé du chômage. Oh, je ne l'oublie pas, hélas ! et soyez tranquilles, je vais en parler.

Seulement, ce que je constate, c'est que les chefs de la droite, eux, s'ils nous parlent du chômage, ne nous proposent pas de solutions pour en sortir. Ils préfèrent battre les estrades en parlant beaucoup de la Nouvelle-Calédonie ou de la cohabitation en 1986.

Alors, parlons-en !



La Nouvelle-Calédonie, c'est un drame qui a commencé en 1963. Et la responsabilité qu'ils ont tous partagée à cette époque, BARRE, CHIRAC, GISCARD, c'est d'avoir été solidaires d'une réforme insensée qui remettait en cause le statut antérieur, un statut datant de 1965 qui reconnaissait à la communauté canaque des droits fonciers, qui lui traçait des perspectives d'évolution, qui assurait la promotion de ses élites.

Au lieu de cela, le Gouvernement de l'époque a refoulé les tribus canaques dans des réserves difficilement exploitables ; il a accentué les déséquilibres entre

...

Culture

Nouvelle-Calédonie

ARCHIVES  
MINI-ORALLES

une agriculture coutumière et une économie d'importation ; il a créé une situation qui fait qu'en 1985 on compte sur les doigts d'une seule main les Mélanésiens diplômés de l'enseignement supérieur. Au regard de l'histoire, ce changement de statut est une faute criminelle. C'est cette faute qui se paie aujourd'hui. Et le poids de cette faute devrait interdire à ceux qui en ont partagé la responsabilité, de Juger ce qu'a entrepris Edgard PISANI pour redresser la situation devenue explosive.

Par la suite, ces gens-là ont toujours été en retard d'une évolution. Ils étaient contre l'autonomie interne quand la communauté mélanésienne évoluait vers l'autonomie interne. Ils étaient contre la réforme proposée par Georges LEMOINE, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, quand une autonomie renforcée était la seule façon d'éviter l'explosion. Et aujourd'hui, alors même qu'il ne dépend ni d'eux, ni de nous que l'aspiration du peuple canaque à l'indépendance existe ou n'existe pas, ils ne jurent que par cette autonomie interne qu'ils combattaient hier. Hélas pour la Nouvelle-Calédonie, hélas pour la France, Messieurs, il est plus tard que vous ne pensez !

La Nouvelle-Calédonie, ce n'est pas l'Algérie, tant s'en faut. Mais l'attitude des chefs de la droite, elle, est bien la même qu'ils avaient déjà, eux ou leurs

...

prédécesseurs, au moment de la guerre d'Algérie.

Aujourd'hui comme hier, ils excitent les passions, ils poussent à l'affrontement et à la politique de la terre brûlée. Ils aveuglent le Jugement des Caldoches et sont prêts à se battre jusqu'au dernier d'entre eux, comme hier ils étaient prêts à se battre jusqu'au dernier Pied-Noir, avant de les abandonner du jour au lendemain parce que les nécessités politiques l'exigeaient.

Il me revient à ce propos un souvenir. Vous vous rappelez peut-être qu'en 1969, à l'occasion d'une élection partielle, j'avais battu l'ancien premier ministre M. COUVE de MURVILLE. La circonscription des Yvelines où je me présentais alors était plutôt à droite et beaucoup de rapatriés d'Algérie y habitaient.

Quelques-uns d'entre eux sont venus me trouver avant le scrutin et m'ont expliqué qu'ils allaient voter pour moi, et contre M. COUVE de MURVILLE.

J'en étais surpris : ils savaient quand même bien que moi, à la SFIO puis au PSU, j'avais toujours été partisan de la décolonisation et de l'indépendance du peuple algérien !

- Oui, m'ont-ils répondu. Ils le savaient et en étaient conscients. Mais vous, au moins, si vous n'étiez pas du même bord que nous, vous ne nous avez jamais trompés. M. COUVE de MURVILLE a été battu à cette élection législative partielle.

...

Les discours de guerre civile que tiennent aujourd'hui les seconds couteaux de l'opposition, mais que leurs chefs tolèrent quand ils ne les suscitent pas, ne font que refléter, au fond, leur impuissance et leur désarroi. Ils sont incapables d'imaginer et de proposer d'autre solution que le statu quo, tout en sachant au fond d'eux-mêmes, qu'il est impossible.

Mais quelle image ils donnent de la France, de la France des droits de l'homme, de la France des libertés - et notamment aux yeux de l'opinion internationale !

Quelle tristesse que de voir le pays de Victor Hugo, de Lamartine, de Victor Schoelcher ou d'Albert Schweitzer retentir des vociférations d'un PASQUA, d'un GAUDIN, d'un JULIA, d'un LE PEN, mentalement casqués, intellectuellement bottés pour une nouvelle aventure militaire !

Je crois que la France, par son histoire et la place qu'elle tient dans l'équilibre mondial des forces, a un rôle à jouer dans le Pacifique. A l'égard des populations de Nouvelle-Calédonie, elle a un devoir : celui d'assurer un équilibre et la garantie des intérêts fondamentaux des

différentes communautés qui habitent et travaillent dans ce territoire. Ce que je sais, c'est que la place de la France dans cette partie du monde sera à jamais compromise si elle n'est pas capable d'assurer les évolutions nécessaires. Les slogans simplistes, les imprécations aveugles n'y changeront rien. Tout au plus peuvent-ils retarder ou compromettre les chances pour notre pays de préserver son influence et ses intérêts dans le Pacifique.

Il faut croire que de son passé, la droite n'a rien appris, et que de son long passage au Gouvernement, elle a beaucoup oublié.

Je ne dis pas qu'il ne nous est pas arrivé, à nous-mêmes, de commettre des erreurs similaires et de pécher par démagogie. Je crois même l'avoir dit à quelques-uns de mes amis en d'autres temps, même si ce souci de parler vrai a pu me valoir quelques désagréments. Du moins, avons-nous l'excuse d'avoir été écartés, pendant vingt-trois ans, des responsabilités du pouvoir.

Mais que penser, par exemple, de M. CHIRAC qui déclarait dans une grande interview à Libération qu'il fallait considérablement réduire les interventions de l'Etat dans le domaine économique et que le meilleur moyen pour cela, c'était de supprimer le titre IV du budget de l'Etat ?

Chirac / domaine économique

C'était au cours de la dernière semaine d'octobre 1984 et, cette semaine-là, M. CHIRAC avait des convictions libérales dans le domaine économique.

Une proposition pareille, ça fait sérieux, ça fait réfléchir! Quand c'est un ancien Premier Ministre qui l'affirme, on se dit : voilà quelqu'un qui s'y connaît et qui a des propositions précises à faire, parce que le citoyen ordinaire, évidemment, le titre IV du budget de l'Etat, il ne sait pas trop ce que c'est.

Eh bien moi, en ce qui me concerne, - Je reprends un instant ma casquette de ministre de l'Agriculture - , Je puis vous dire à titre d'exemple que le titre IV du budget de l'Etat, cela représente notamment les deux tiers du budget de l'agriculture. Supprimer le titre IV du budget de l'Etat, c'est supprimer le soutien aux prix agricoles, supprimer les aides à l'installation des jeunes agriculteurs, supprimer les mesures de modernisation de l'agriculture. C'est aujourd'hui la plus grave menace qui pèse sur l'agriculture française.

Il faut donc que chacun soit juge du sérieux des propositions de M. CHIRAC

...

Que penser, aussi, de M. BARRE, qui reproche au Gouvernement de maintenir un contrôle tâtillon sur les prix industriels et commerciaux ? Les deux tiers des prix industriels et commerciaux ont été libérés, mais M. BARRE fait, aujourd'hui, de la libération des prix, le critère déterminant de la différence entre l'interventionnisme étatique de la gauche et le libéralisme épanoui de la droite. Se souvient-il, M. BARRE, que Premier Ministre entre 1976 et 1981, il n'a pas signé moins de 259 arrêtés de contrôle des prix, qui occupent à eux seuls une épaisseur de dix bons centimètres de "Journaux officiels" ?

Allons, M. BARRE, écoutez la différence !

Que penser encore de M. GISCARD d'ESTAING qui, dans un livre vieux de moins de deux ans, proposait d'introduire la proportionnelle pour les élections législatives dans les départements ayant plus d'un million d'électeurs ? Il paraissait même regretter de n'avoir pu instaurer la proportionnelle, à cause de M. CHIRAC, lorsqu'ils étaient dans la même majorité.

M. GISCARD d'ESTAING aurait dû être satisfait quand le Président de la République a annoncé qu'il souhaitait, comme il en avait pris l'engagement, instiller le mode de scrutin proportionnel, en particulier pour les élections législatives.

...



*Barre /  
Px indus /  
et comm.*

*VGE / élections*

Eh bien, non ! Maintenant, M. GISCARD d'ESTAING est contre. Pourquoi ? Parce que le Gouvernement le propose.

Son argument : on ne change pas les règles du jeu en cours de partie. Admirable argument, en vérité ! Comme en France, on vote tous les ans ou à peu près, à ce compte-là, on ne changera jamais le mode de scrutin.

C'est d'ailleurs un scrupule que n'avait pas eu le pouvoir, en 1958, car la réforme électorale fut imposée par une ordonnance du 7 novembre 1958 pour être appliquée... trois semaines plus tard, les 23 et 30 novembre 1958. Et en trois semaines, excusez du peu, on passait du scrutin proportionnel au scrutin majoritaire, on passait du scrutin départemental au scrutin d'arrondissement, on passait du scrutin de liste au scrutin uninominal à deux tours.

Ce n'est pas exactement ce que l'on peut considérer, du point de vue des institutions, comme un changement de détail ! En trois semaines, vous dis-je !

Le second argument de ceux qui étaient hier pour la proportionnelle et qui sont contre, aujourd'hui, n'est pas un argument : c'est LE PEN.

Vous allez, nous disent-ils, faire entrer LE PEN à l'Assemblée Nationale.

...

L'expérience apprend pourtant que quand un courant politique, fût-il extrémiste, connaît une certaine audience, ce ne sont pas les artifices tactiques qui empêchent sa progression ou sa représentation.

Ce qui peut réduire la montée de l'extrémisme de droite, du courant de la haine et de la violence, c'est de combattre ses idées, c'est de ne pas céder si peu que ce soit à l'exploitation de la peur qui nourrit le parti de LE PEN.

Pour alimenter sa campagne de revanche contre la gauche, la droite a cru pouvoir faire flèche de tout bois. Elle a attisé le feu qui couvait et s'est trouvée débordée par l'incendie sur lequel soufflait plus fort qu'elle, plus démagogue qu'elle.

Quand on se fait le chantre du libéralisme économique, c'est-à-dire de la loi de la jungle, on ne doit pas s'étonner de trouver dans cette jungle des animaux nuisibles et dangereux.

Voilà pourquoi il sera important, ces jours-ci, de faire la part des choses.

Il y aura peut-être en France des cantons où, les chances de la gauche étant nulles, le choix du deuxième tour sera entre un candidat conservateur et un candidat du Front National ou même entre deux candidats conservateurs dont l'un s'appuiera sur le Front National.  
Si un candidat conservateur a pris des

...

Extr. droite

Les élections  
cantonales



positions claires et refusé tout compromis quel qu'il soit avec l'extrême-droite, je le dis nettement : pour moi, ce ne sera pas "blanc bonnet et bonnet blanc". Et je le dis sans ambage : il ne faudra pas s'abstenir, il faudra battre l'extrême droite, car il n'y a pas, dans la défense des valeurs démocratiques, d'enjeu mineur. C'est une morale politique qui est en jeu ici. La défense du caractère démocratique et pluraliste de notre société doit absolument passer avant tout intérêt partisan.

Au fond, ce qui préoccupe les chefs de la droite, ce n'est pas le redressement économique, ce n'est pas l'avenir de la France, ce ne sont pas des solutions aux difficultés de l'heure. De tout cela, ils ne parlent guère. Ce dont ils parlent surtout, finalement, c'est d'eux-mêmes, de savoir s'ils pourraient ou non "cohabiter", comme ils disent, avec un Président de la République qui ne soit pas de leur clan. Ce dont ils parlent, c'est du pouvoir, ce pouvoir qu'ils espèrent reconquérir, cette revanche à laquelle ils aspirent et qui est à la fois l'unique objet de leurs pensées et de leur ressentiment.

Moi, je vais vous le dire, 1986, ça m'intéresse.

Mais ça ne m'intéresse pas pour savoir, aujourd'hui, qui gouvernera avec qui, selon quelle coalition, quelles alliances ou quelles combinaisons d'intérêts.

...

Ce qui m'intéresse, c'est de savoir si oui ou non, dans un an, le redressement et la modernisation du pays pourront continuer, si la France restera fidèle à son héritage de liberté et la patrie des droits de l'homme, si son rôle en Europe et dans le monde continueront d'être assumés, ou si, au contraire, paralysée par des querelles de chapelles autour de mots en "-isme", la France subira de nouveaux retards, connaîtra de nouveaux handicaps, traversera de nouvelles zones de turbulence.

Nous sommes engagés dans une immense mutation. Cette mutation est économique, sociale, technique, culturelle. Elle n'est ni de droite, ni de gauche.

Je ne veux pas dire par là que la gauche et la droite, c'est la même chose. J'espère même, en retraçant le bilan de notre action, vous avoir montré le contraire. Il y a des solutions différentes, des réponses conservatrices ou des réponses de progrès, des réponses brutales ou des réponses solidaires, aux problèmes posés par cette mutation.

Ce que je veux simplement dire, c'est que l'existence même de cette mutation, - ce que l'on appelle souvent trop rapidement la crise - , ne dépend pas des résultats d'une élection, aussi importante soit-elle.

...

*Redress  
de la  
France*



Elle n'existe pas en fonction de la droite ou de la gauche.  
Elle existe, c'est tout. Et aucune formation politique,  
aucun homme politique ne pourront dispenser le pays  
des efforts qui sont encore devant lui.

\* 1986, c'est d'abord trois enjeux pour la France.

→ Le premier enjeu consiste à savoir si l'effort de  
redressement économique, industriel et social entrepris  
depuis trois ans et demi va se poursuivre, ou bien s'il va  
s'interrompre, anéanti par l'accumulation de promesses  
démagogiques.

Je l'ai dit en commençant ce propos : quand les temps sont difficiles, la tentation est forte de voter contre le pouvoir en place. Toutes les démocraties connaissent le même phénomène. Et il est vrai que nous sommes au milieu du chemin : beaucoup d'efforts et de sacrifices ont été demandés aux Français, ils perçoivent les premiers signes d'une amélioration de la situation du pays, mais ils ne sont pas encore convaincus de la réussite de la politique que nous menons.

C'est comme le malade qui se réveille après une opération : le plus dur est passé, mais ça fait encore mal, et il n'a pas la certitude que l'opération soit réussie.

...

Ce n'est pourtant ni le moment de baisser les bras, ni celui de s'abandonner à la facilité. Les hommes de l'opposition, d'ailleurs, ont du mal à emporter l'adhésion.

Il n'y a pas de politique de rechange à celle qui est aujourd'hui conduite par le Gouvernement. Ou sinon, ce serait la ruine des efforts patients accumulés depuis 1981. Et ces efforts auraient été demandés aux Français en vain.

→ Le deuxième enjeu, c'est celui de préserver l'héritage  
de liberté et de patrie des droits de l'homme qui est  
celui de la France.

Les difficultés de la mutation économique font naître des tensions dans le corps social. Ces tensions sont exploitées par les partis extrémistes, par les forces de haine et de violence. Une partie de la droite est prête à pactiser avec ces forces, elle a déjà abdiqué intellectuellement devant elles en épousant leurs thèses sur l'immigration ou sur l'insécurité. Je veux, à l'inverse, saluer le courage de ceux qui, à droite, ont su résister aux sirènes de l'extrémisme et garder, face au déchaînement des passions, la raison et l'honneur.

...

L'honneur du Gouvernement, et d'abord de son ministre de la Justice, mon ami Robert BADINTER, est d'avoir tenu bon tout au long de ces années où, pourtant, peu de choses lui ont été épargnées.

La Justice a été modernisée. Les tribunaux d'exception ont été supprimés. La France n'est plus le seul pays d'Europe avec la Turquie à maintenir la peine de mort. Elle remplit aujourd'hui les conditions pour ratifier la convention européenne des droits de l'homme.

Et qu'on ne vienne pas nous parler de laxisme ! Les prisons sont pleines, hélas, parce que la délinquance demeure importante et les peines prononcées en France sont parmi les plus sévères en Europe.

Mais du moins, cette première partie du septennat du Président MITTERRAND est-elle celle où la France a renoué avec son histoire en matière de droits de l'homme et de libertés.

Est-ce que demain, tout cela va être remis en cause ? Est-ce que l'on va revenir à la Justice expéditive, est-ce que l'opinion la plus irrationnelle aura force de loi, est-ce que l'auto-défense aura droit de cité au nom de la légitime défense ?

...

Les Jeunes sont plus que d'autres, sans doute, sensibles à cet enjeu. Ce sont eux souvent qui, aujourd'hui, nous donnent l'exemple, l'exemple de la solidarité et de la fraternité, de l'ouverture et de la tolérance.

Moi, Je suis solidaire de ces Jeunes qui ont créé S.O.S.Racisme et, avec eux, Je dis : "Touche pas à mon pote" !

Ils ne savent peut-être pas encore ce que c'est qu'une patrie, mais ils sont plus fidèles à l'histoire de France, aux traditions de notre pays et à sa réputation internationale que ceux qui drapent dans un discours tricolore leur xénophobie et leur peur de l'autre. La société que nous construisons, ce n'est pas celle où M. LE PEN prendra sa retraite. C'est celle où ceux qui ont vingt ans aujourd'hui seront adultes. Saurons-nous répondre à leur espoir et à leur idéal ?

⇒ Le troisième enjeu de 1986 est de savoir si le rôle que joue aujourd'hui la France en Europe et dans le monde continuera d'être assumé.

Par son potentiel industriel et économique, par son histoire, par sa situation géographique et sa population, par ses capacités militaires, la France est certainement la première puissance européenne.

Et l'Europe pourrait être, si elle en avait la volonté, le troisième Grand, après les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

...

Europe

Mon métier de ministre de l'Agriculture me conduit souvent à Bruxelles. Je peux vous assurer que, vue de la capitale de l'Europe, la France est le pays moteur de la relance européenne, des progrès accomplis pour l'assainissement des finances communautaires, pour la coopération industrielle et technologique, pour l'élargissement aux jeunes démocraties que sont l'Espagne et le Portugal. La France du Président MITTERRAND est aujourd'hui le principal acteur de la construction politique de l'Europe, c'est-à-dire de la constitution de solidarités plus fortes, capables de peser à l'échelle de la planète.

La voix de la France compte dans le monde.

Elle compte parce qu'elle est sans faiblesse à l'égard des desseins inacceptables de l'empire soviétique quand celui-ci opprime la moitié de l'Europe, occupe l'Afghanistan, menace la stabilité du monde, pourtant bien fragile.

De ce point de vue, l'attitude de la France depuis 1981 a été sans ambiguïté : nous savons où sont nos alliances, et notre loyauté n'est pas suspectée.

Mais alliance ne signifie ni complaisance, ni soumission. Et le choix en faveur de la paix que représente notre appartenance au monde occidental s'accompagne de

...

l'exigence d'un rééquilibrage dans les rapports entre le Nord et le Sud.

L'égoïsme de la politique américaine crée une instabilité tout aussi dangereuse pour la paix du monde, lorsqu'elle asphyxie les pays du Tiers-Monde, étouffe le développement de leur agriculture, étrangle leur économie. Le développement mieux équilibré des pays du Sud n'est pas une affaire de charité, ni même simplement une question de justice ou d'humanité : c'est, pour les sociétés industrielles, un enjeu de défense bien comprise de nos propres intérêts, de sécurité planétaire.

Peu de pays en dehors de la France font aujourd'hui entendre ce langage dans les instances internationales. Et aucun autre n'est en mesure de le faire partager à l'Europe.

Est-ce que cela continuera demain ?

Voilà, à mes yeux, les trois enjeux majeurs de 1986. Alors, que se passera-t-il donc si, à l'occasion d'un scrutin, le verdict des urnes reflète les incertitudes et les interrogations des Français, si aucune majorité cohérente et claire ne se dégage pour poursuivre l'action entreprise et sortir le pays de ses difficultés, - et d'abord du chômage ?

...

L'avenir de notre pays est incertain. Les majorités partisanes sont elles aussi, par nature, incertaines. Alors, ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas d'abord de savoir qui gouvernera et avec qui, mais de vérifier s'il existe, dans la société française, un accord plus profond sur quelques priorités essentielles autour desquelles l'opinion pourrait se rassembler. Ce dont la France a besoin, c'est d'un projet. La question des majorités et des alliances est, à l'heure qu'il est, non pas secondaire, mais seconde.

Si l'on veut être en mesure de définir un projet à la hauteur des trois enjeux que je viens d'énoncer, et dont chacun mesure l'importance, alors il faut sans plus attendre s'efforcer de définir le contenu minimum d'un pacte démocratique capable de répondre aux aspirations d'une majorité de nos concitoyens.

Ce pacte démocratique, je le vois pour ma part comporter au moins cinq priorités :

1 / Le problème n° 1 du pays aujourd'hui est celui de l'emploi. On n'inversera pas durablement la courbe du chômage sans retrouver un rythme de croissance plus rapide et sans poursuivre la rénovation en profondeur de notre appareil d'éducation et de formation professionnelle.

En effet, il ne faut pas cacher la vérité aux travailleurs : quand on transforme notre appareil productif pour l'adapter aux conditions de la

...

concurrence mondiale, lui permettre de s'y enraciner, de gagner de nouveaux marchés, inévitablement, on supprime des emplois sans que de nouveaux apparaissent tout de suite. Il y a des transitions et je sais que ces transitions sont difficiles pour ceux qui les subissent. Elles sont pourtant inévitables. Mais parallèlement, d'autres secteurs peuvent créer des emplois, comme les loisirs, le tourisme, les services : leur développement dépend du pouvoir d'achat distribué, et donc de la croissance.

La modernisation doit être menée à bien sans déchirure du tissu social, elle implique des priorités financières pour que la solidarité et un effort massif de formation la rendent supportable et, à terme, positive pour le pays.

## 2/ Deuxième priorité

Pour retrouver une croissance plus forte, il faut maintenir les équilibres qui ont été retrouvés en matière d'inflation, de commerce extérieur, de transferts sociaux. On ne construirait rien de solide sur un retour en arrière, sur une flambée de relance vite consommée.

Pour retrouver des marges de manoeuvre économiques, il nous faut développer les investissements dans des secteurs compétitifs à l'exportation, et nous avons des performances exceptionnelles dans certains domaines comme les transports, le nucléaire,

...

l'espace, l'agro-alimentaire. Il nous faut aussi développer les investissements dans des industries économes en importations, comme le bâtiment et les travaux publics. Le Gouvernement a déjà pris des mesures dans cette direction.

La croissance ne se décrète pas, mais au prix de choix budgétaires appropriés, des marges de manoeuvre nouvelles peuvent être regagnées, et avec elles, de la croissance et des emplois.

3 / Troisième priorité ; pour que les conditions de la modernisation du pays soient socialement acceptées, il faut jeter les bases d'un autre partage du travail et des revenus.

Ce n'est pas d'abord l'affaire de l'Etat et du Gouvernement, mais celle des partenaires sociaux et de la négociation collective. La relance du dialogue, la reprise des négociations sur la flexibilité du travail en sont des exemples. Encore faut-il les mener avec la volonté d'aboutir.

Le patronat demande beaucoup aux pouvoirs publics, sous forme d'encouragements à l'investissement par exemple. Il fait peu d'efforts en retour, notamment en direction du monde du travail. Si personne ne fait un pas en avant, tout le monde sera perdant.

...

Notre pays a connu depuis 1981 un climat social extraordinairement paisible. Il ne pourra durer que si tous les partenaires y trouvent leur compte.

4 / Quatrième priorité : pour que l'ensemble des efforts qui sont demandés à la société française soient assumés et partagés, il faut une meilleure diffusion du pouvoir et de la formation.

La décentralisation représente une avancée considérable, mais dont les citoyens ne perçoivent pas encore tous les enjeux, tant s'en faut, parce qu'elle en reste à l'étage de responsabilité des élus. "Toujours plus" est par nature la revendication immédiate de citoyens qui ne sont pas associés aux responsabilités. "D'abord mieux" devient la revendication des sociétés où le pouvoir et les responsabilités sont équitablement partagés.

La poursuite de la modernisation du pays n'est pas uniquement une affaire d'économie. C'est aussi un enjeu culturel. La formation en est la clé. Elle est la clé de l'égalité des chances, et cela passe par la restauration du rôle de l'école comme instrument de diffusion des

...

connaissances. Qui ne partagerait sur ce point les convictions du ministre de l'Education Nationale ? Mais elle est aussi la clé de l'apprentissage de nouveaux espaces de liberté, avec la souplesse, l'innovation, l'expérimentation que cela suppose.

5 / Cinquième priorité : la France ne continuera à avancer que si elle est plus unie, elle ne sera plus unie que si elle est plus juste.

Pour que le dialogue social et la diffusion du pouvoir se développent, il faut que le corps social sache isoler ses extrémistes et refuse tout compromis avec eux, en idées comme en tactique.

Autour de ces priorités : qui pourraient être à la base d'un pacte démocratique, et certainement de bien d'autres idées, j'ai le sentiment qu'on peut rassembler bien des Français sans s'arrêter aux clivages d'hier.

Nos concitoyens ont aujourd'hui besoin d'imagination et de lucidité, de volonté et de sens de l'effort, pas de slogans ou de prêt-à-penser idéologique.

La gauche socialiste que nous sommes est porteuse du projet de modernisation de la société française. Mais elle n'échappera pas elle-même à cette exigence de modernisation de ses propositions et de sa démarche.

Notre action est profondément enracinée dans l'histoire de notre peuple et dans les traditions de notre pays. Elle est fidèle à ses valeurs, et d'abord à celles de la République. Mais aujourd'hui, les Français mettent dans ces valeurs un contenu nouveau. Il ne nous suffira pas de passer un coup de badigeon sur les mots "Liberté-Egalité-Fraternité" aux frontons de nos édifices publics.

La liberté, aujourd'hui, c'est aussi la volonté d'autonomie de l'individu, de responsabilité face à l'anonymat complexe de grands systèmes collectifs comme le sont devenus la Sécurité sociale ou d'autres services publics. La liberté, c'est de ne pas être simplement un numéro ou un code, et s'il n'y faut pas moins d'Etat, il y faut à coup sûr un Etat mieux délimité dans ses attributions et plus respectueux de la personne humaine.

L'égalité, aujourd'hui, c'est moins que jamais l'idée que tout le monde doit passer par le même moule,

politique, économique, ou social. L'égalité, c'est moins que jamais l'égalitarisme, c'est-à-dire le nivellement des individus. L'égalité, c'est surtout l'égalité des chances, et ce serait déjà une immense avancée dans une société où, malgré la qualité de notre enseignement maternel, c'est dès l'âge de deux ou trois ans que se joue le devenir social de nos concitoyens.

La fraternité, aujourd'hui, c'est une forme de solidarité nouvelle, qui rejette tout ce qui s'apparente à l'assistance, à la prise en charge, ou à la tutelle. La fraternité, c'est le retour à certaines formes de désintéressement, de bénévolat, de chaleur humaine. La fraternité, c'est ce qui dépasse les frontières, et d'abord celle de la porte de notre propre palier.

En proposant à ses concitoyens de conquérir de nouvelles frontières, le Président KENNEDY leur disait : "Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays."

J'ai dit quels étaient les enjeux essentiels pour l'avenir, les nouvelles frontières pour notre pays. J'ai énoncé des propositions dont je crois qu'elles pourraient rassembler

...

tous ceux qui veulent construire une France moderne et juste, puissante et respectée. Les valeurs de la gauche socialiste et démocratique peuvent nourrir ces propositions et forger ce rassemblement.

Vous pouvez nous y aider, en faisant effort sur vous-mêmes pour sortir de l'indifférence ou de l'abstention. Vous pouvez nous y aider, en prenant vos responsabilités de citoyen, dans l'entreprise et dans la cité.

Car dans un grand pays comme le nôtre, fort de son histoire, fier de ses richesses humaines, malgré toutes les difficultés du moment, il y a un seul gisement vraiment inépuisable : celui de l'intelligence.

C'est à elle que j'en appelle pour le présent et pour l'avenir de notre pays. C'est elle qui nous permettra de nous en sortir, contre le renoncement et l'abandon, contre la violence et la haine, contre la fatalité et le conformisme.

C'est elle qui nous indiquera les chemins nécessaires. C'est elle qui ramènera le débat public à un niveau constructif et positif.

Cette ressource d'intelligence, c'est en nous-mêmes qu'il faut aller la chercher. Voilà ce que je suis venu vous demander ce soir.

-0-0-0-0-

ctt Discours

Elections cantonales.  
"Jean VONS"

2.

DISCOURS DE MICHEL ROCARD

à CHATENAY-MALABRY

JEUDI 7 MARS 1985



Monsieur le Député,  
*Senateur*

Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Mon ami Jean VONS rappelait à l'instant même que c'est la troisième fois que je viens à CHATENAY-MALABRY.

Je ne voudrais pas commencer cette soirée en lui apportant un démenti, mais ce n'est pas tout à fait exact. J'ai, en effet, un fils qui est un passionné de football et qui vient souvent s'entraîner sur les stades de CHATENAY-MALABRY. Il m'est donc arrivé, à différentes reprises, de venir le chercher, le dimanche soir, et d'apprécier ainsi à la fois l'environnement de votre ville et ses équipements sportifs.

Ce qui est vrai, c'est que c'est la troisième fois que je viens à CHATENAY-MALABRY à l'occasion d'élections cantonales.

Jamais deux sans trois, dit le proverbe. J'espère que vous ne le démentirez pas non plus dimanche prochain en votant massivement pour tous les candidats et candidates socialistes qui m'entourent à cette tribune. Et en particulier, en assurant la réélection de mon ami Jean VONS, le maire de CHATENAY-MALABRY.

La prochaine fois que je viendrai ici n'attendra pas, je l'espère, une prochaine échéance cantonale. Je compte bien, en effet, que vous m'inviterez à l'inauguration des locaux de la Direction départementale de

...

3.

l'Agriculture, dans ce bâtiment de l'époque de COLBERT dont vous avez entrepris la rénovation. Mais là, c'est le ministre de l'Agriculture qui viendra officiellement.

Aujourd'hui, vous l'avez bien compris, ce n'est pas à ce titre que Je suis ici, et que Je m'exprime devant vous.

Le métier de ministre de l'Agriculture est un métier inhumain par le temps qu'il dévore. Je m'y consacre entièrement parce qu'il est décisif pour notre économie, pour le redressement du pays, pour le rééquilibrage de notre commerce extérieur, pour notre indépendance alimentaire.

Je n'ai donc guère le temps de me consacrer à d'autres événements, et il arrive qu'on me reproche d'être bien silencieux sur les sujets qui ne concernent pas mon activité ministérielle.

Si j'ai donc choisi de venir ici ce soir, à CHATENAY-MALABRY, c'est bien sûr pour apporter mon soutien et mes encouragements à tous les candidats socialistes qui se présentent à vos suffrages dans le cadre de ces élections cantonales. Ils sont mes amis, ils méritent votre confiance.

...

4.

Mais c'est aussi parce que Je crois indispensable, en raison des difficultés de l'heure, des incertitudes et des doutes qui habitent le pays, de parler avec les Françaises et les Français de la situation de la France. Je voudrais vous faire partager les raisons que nous pouvons raisonnablement avoir d'espérer le succès du redressement national, exprimer des choix pour maîtriser mieux l'avenir, avoir avec vous ce dialogue du courage et de la vérité.

On me dira : des élections cantonales, les circonstances ne sont peut-être pas les meilleures. Et il est vrai que, dimanche après dimanche, les scrutins locaux n'apportent pas que de bonnes nouvelles pour la majorité et le Gouvernement. Ces élections cantonales ne seront pas faciles, elles non plus, et chacun d'entre vous doit se sentir mobilisé pour expliquer, pour convaincre, pour rassembler.



Bien sûr, c'est quelquefois tentant de se défouler, de se laisser aller aux humeurs du moment, de bouder les urnes parce que telle réforme ne va pas assez vite, parce que telle mesure change nos habitudes personnelles, puisque ces scrutins ne remettent en cause ni le Président de la République, ni le Gouvernement, ni la majorité parlementaire.

...

L'opposition nous dit : en analysant les résultats des élections partielles ou des sondages, il est clair que vous n'avez plus la majorité dans le pays.

Nous sommes là pour nous dire la vérité, alors soyons francs : si l'on s'en tient à ces résultats ou à ces sondages, c'est vrai.

Mais il est tout aussi clair que l'opposition, elle non plus, n'a pas la majorité. Car croyez-vous vraiment que les motivations, les aspirations et les intérêts de ceux qui s'abstiennent ou votent contre la majorité vont dans le même sens ? Croyez-vous vraiment que l'addition des mécontentements, cela constitue une politique de rechange ?

C'est une situation grave pour la France, car il n'y aura pas de redressement durable et efficace sans rassemblement des efforts et des volontés d'une majorité de Français.

Il nous faut donc regagner l'opinion à notre cause. Nous devons relever ce défi, le défi des abandons aux petits mécontentements passagers, relever le défi du découragement et des coalitions négatives.

Nous devons montrer qu'il y a ceux qui renoncent, et qu'il y a la France qui se bat, qu'il y a ceux qui traînent les pieds et qu'il y a la France qui avance, qu'il y a ceux qui critiquent tout et qu'il y a la France qui gagne !

...

Aussi, le message que je voudrais vous faire partager ce soir tient-il en trois idées essentielles :

- le redressement économique est un effort de longue haleine mais ses premiers résultats sont là ; ils ont été obtenus sans sacrifier la justice ni la solidarité ; c'est sur eux que nous pourrions nous appuyer le plus solidement pour inverser la courbe du chômage ;
- les chefs de la droite mènent une politique dangereuse, contraire aux intérêts fondamentaux du pays ; ils n'ont pas d'autre projet que d'organiser la revanche ;
- il n'y a pourtant pas d'autre espoir pour notre pays que la poursuite de son redressement et de sa modernisation ; c'est la gauche qui porte aujourd'hui cette espérance, pourvu qu'elle sache accomplir sa propre modernisation sans renoncer à ses valeurs.

◇  
◇ ◇

...

Croyez-vous d'ailleurs que l'opposition nous parlerait autant de la Nouvelle-Calédonie, ou bien de cohabitation en 1986, s'ils pouvaient tirer des arguments crédibles de la situation générale du pays, et en particulier de sa situation économique ?

Je ne veux pas dire que ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie n'est pas important, ni qu'il faut se désintéresser de l'échéance de 1986. D'ailleurs, j'y reviendrai. Mais enfin, la Nouvelle-Calédonie, c'est loin dans l'espace, 1986, c'est encore dans un an.

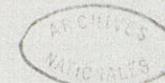
Et je suis bien sûr que si la droite pensait trouver un écho dans le pays en menant campagne contre l'incapacité de la gauche à gérer l'économie, à construire l'avenir du pays, elle le ferait.

Elle ne le fait pas, parce qu'il est en train de se passer, tout doucement, presque sans que l'on s'en aperçoive, un événement considérable. Jusqu'ici, c'était quoi la gauche au pouvoir ? Quelques mois, une expérience, des réformes sans doute généreuses, mais au bout l'échec économique. En 1936, Léon BLUM avait parlé d'une "embellie", un coin de ciel bleu, les congés payés. Et puis 1945, 1956 : jamais plus de quelques mois.

...

Voici que, servis par une Constitution qui garantit au Président de la République et au Gouvernement la durée nécessaire à leur action, nous sommes non seulement engagés sur le chemin de transformations durables, mais nous sommes en train de réussir là où la droite - et quelle droite : celle du "meilleur économiste de France" ! - avait échoué !

Et c'est cela, voyez-vous, plus que toute autre chose, qui leur est intolérable.



L'inflation ? 1984 : 6,7 %, le niveau le plus bas atteint depuis 12 ans. Quand on enregistre ce résultat, la droite dit tout de suite : ah oui, mais ça ne compte pas ! Ce qui compte, c'est la différence avec l'Allemagne. Eh bien soit : la différence d'inflation entre la France et l'Allemagne a été réduite de moitié par rapport à ce qu'elle était en 1980. Et en janvier 1985, alors que le mois de janvier est traditionnellement un mauvais mois, la tendance s'est confirmée et l'inflation a même été supérieure en Allemagne à ce qu'elle a été en France.

Pourtant, la lutte contre l'inflation, c'était le principal objectif que s'était assigné M. BARRE, en août 1976, quand il avait été nommé Premier Ministre. C'était sa ligne bleue des Vosges, au point que dans son discours de présentation devant l'Assemblée Nationale,

...

il n'avait même pas prononcé une seule fois le mot "chômage". En 1976, pourtant, il y avait déjà 800.000 chômeurs.

Et comme M. BARRE n'est pas un sot, cet oubli n'était pas involontaire. Pour s'attaquer à l'inflation, M. BARRE avait pris le risque d'accepter une très forte augmentation du chômage.

M. BARRE avait raison de vouloir s'attaquer à l'inflation. Parce que l'inflation, c'est une des drogues les plus dangereuses de notre économie. L'inflation, cela consiste à tirer des chèques en blanc sur l'avenir : tout le monde emprunte à tout le monde en espérant bien rembourser en monnaie de singe. L'inflation, c'est construire sur des sables mouvants, à la merci des spéculateurs financiers et des mouvements incontrôlés du système monétaire international : que peut-on construire de solide là-dessus ?

Et puis surtout, comme pour bénéficier de l'inflation, il faut disposer de moyens pour prêter ou pour emprunter, l'inflation, c'est d'abord un impôt sur les plus pauvres.

Voilà pourquoi il n'y a pas de progrès économique ni de justice sociale possibles sans s'attaquer d'abord et par tous les moyens à l'inflation.

...

M. BARRE a demandé beaucoup de sacrifices aux Français pour s'attaquer à l'inflation. Mais en pure perte : quand il est parti en 1981, le taux d'inflation dépassait les 13 % et le nombre des chômeurs avait doublé - on était déjà sur la pente des deux millions de chômeurs.

Il a fallu la gauche pour arracher notre économie à cette drogue, drogue douce sans doute, mais drogue dangereuse. Il a fallu la gauche pour inverser une tendance vieille de plusieurs décennies. Il n'a pas été facile de désintoxiquer notre société. Des efforts ont été demandés aux Français.

Mais aujourd'hui, les résultats sont là. Et cela, voyez-vous, c'est sans doute ce qu'il y a de plus insupportable pour les chefs de la droite.



Voilà pour l'inflation. Le commerce extérieur ?

En 1980, il accusait un déficit de 62 milliards de francs. Fin 1984, ce déficit avait été ramené à 21 milliards et demi, soit pratiquement trois fois moins. Pour l'ensemble de l'année 1984, la balance des paiements courants est quasiment en équilibre.

L'équilibre du commerce extérieur, je sais bien que bien peu de Français savent vraiment à quoi ça correspond. Cela prend quelquefois l'allure d'un objectif un peu

...

académique, pour satisfaire les économistes distingués ou pour flatter le sens de l'orthodoxie des banquiers.

En fait, c'est beaucoup plus simple que cela : l'équilibre du commerce extérieur, c'est tout simplement la mesure économique de notre indépendance. Est-ce que nos choix vont nous être dictés par des puissances financières étrangères ? Est-ce que ce sont nos banquiers qui nous diront ce que nous devons faire ? Est-ce que c'est M. REAGAN ou le chancelier KOHL qui nous imposeront leur politique ? C'est de l'équilibre de notre commerce extérieur que dépend la réponse.

En trois ans et demi, nous avons retrouvé des marges de manoeuvre. Nous avons retrouvé les moyens de notre indépendance nationale, et en même temps, l'assise la plus solide pour avoir une croissance plus forte, ce qui est le seul moyen d'inverser la courbe du chômage.

L'inflation, le commerce extérieur, le déficit budgétaire : avec 3,3 % de la production intérieure brute, c'est l'un des plus faibles de toutes les économies occidentales. La Sécurité sociale est, en 1984, en équilibre pour la première fois depuis bien longtemps. La baisse des taux d'intérêts a fait qu'en 1984, pour la première fois, la rémunération des petits épargnants a été supérieure

...

à l'inflation, et l'épargne populaire, celle des livrets A et des livrets roses, a été protégée.

Voilà les résultats qui expliquent que les chefs de la droite sont plus silencieux qu'hier sur la situation économique du pays.

Et puis, il faut dire que cet assainissement, même s'il a exigé des efforts et des sacrifices, a été mené à bien sans sacrifier ni la justice, ni la solidarité :

- la France est le seul pays de la Communauté économique européenne à avoir connu une croissance positive au cours de ces trois ans et demi ;
- le minimum vieillesse a été revalorisé de 72 %,
- le S.M.I.C. a été augmenté de 61 %,
- les prestations familiales ont connu une progression de 80 % entre 1981 et 1985.

Alors que chez tous nos voisins, le pouvoir d'achat a reculé sous l'aggravation de la crise, entre 1981 et maintenant, en France, il a progressé au cours de la même période, même si cette progression globale résulte d'une forte avancée en 1981 et 1982 et d'un tassement au cours des deux dernières années.

...

Et puis, la gestion du pays, ce n'est pas uniquement l'économie. C'est aussi l'effort sans précédent mis en oeuvre dans le domaine de l'éducation et de la formation, parce que l'un des aspects les plus dramatiques du chômage, c'est d'abord le chômage des Jeunes. On ne s'en sortira pas sans un immense effort d'adaptation des formations aux besoins de la société et d'un monde en perpétuel changement. Des dizaines de milliers de stages de formation professionnelle, la possibilité de se familiariser avec l'informatique pour tous les élèves des écoles primaires et maternelles, l'ouverture de l'école vers l'entreprise, voilà comment se construit l'avenir du pays, même si, chacun pourra le comprendre, les résultats n'en sont pas visibles du jour au lendemain.

La gestion du pays, c'est aussi la recherche, des succès commerciaux remportés grâce à la fusée Ariane, qui fait subir une concurrence sévère y compris aux Américains, la multiplication de programmes européens de recherche.

La gestion du pays, c'est aussi les efforts considérables entrepris pour rattraper les retards enregistrés dans le domaine de la sécurité, notamment dans les grandes villes et dans les banlieues. Au cours des vingt dernières années, alors que la France cessait définitivement d'être

...

un pays rural pour entrer dans la civilisation urbaine, qu'a-t-on fait ? On a assuré la modernisation de la gendarmerie, on a renforcé les effectifs de ses brigades cantonales, on l'a équipée au goût du jour. La gendarmerie est un corps d'élite, mais il fallait qu'elle ait les moyens de ses missions. Mais, pendant ce temps, les commissariats des quartiers de nos villes sont dans un état lamentable, les policiers ont un équipement et une formation qui sont loin de répondre aux besoins, ils sont logés souvent à des heures et des heures du lieu de leur travail, ils sont occupés à des tâches qui n'ont rien à voir avec la prévention ou la répression de la délinquance.

Moi, je n'accepte pas de leçons sur l'insécurité de la part de ceux qui sont responsables de cet état de choses. Près de dix mille policiers ont été recrutés depuis 1981, contre 5.000 au cours du septennat précédent. Il a fallu les former, les équiper, et alors, chacun le comprendra, on n'a pas pu enregistrer tout de suite les fruits de ces efforts.

Les chefs de la droite ont essayé de se constituer un fonds de commerce électoral avec les problèmes d'insécurité, jusqu'à ce qu'ils aient affaire à un camelot plus tapageur et plus démagogue qu'eux.

...

L'insécurité, de deux choses l'une : ou on la traite, ou on l'exploite.

Exploiter l'insécurité, c'est facile, c'est pas cher et ça peut rapporter gros. Du moins, un moment. Car très vite, les gens s'aperçoivent que, loin de résoudre les problèmes, cela les aggrave.

Traiter l'insécurité, c'est plus lent, c'est plus complexe et les effets ne sont pas immédiats. Il faut savoir associer la prévention, l'information, le conseil, et quand il le faut, la répression.

Au moins aujourd'hui constate-t-on que la petite délinquance commence à battre en retraite.

Et puis, la gestion du pays, c'est aussi l'effort exceptionnel de développement culturel qui a été entrepris, l'ouverture vers des formes nouvelles de culture, la B.D., la musique rock, la chanson, tout ce qui fait dans notre vie de tous les jours, un rayon de lumière, une musique du coeur, un brin de soleil.

La gestion du pays depuis 1981, la modernisation de la France, c'est tout ça et bien d'autres choses encore. C'est de ce bilan que nous sommes prêts à rendre compte. C'est le résultat des efforts de tous les Français. C'est un acquis essentiel pour le redressement du pays.

...

Mais, me direz-vous, vous n'avez pas parlé du chômage. Oh, Je ne l'oublie pas, hélas ! et soyez tranquilles, Je vais en parler.

Seulement, ce que Je constate, c'est que les chefs de la droite, eux, s'ils nous parlent du chômage, ne nous proposent pas de solutions pour en sortir. Ils préfèrent battre les estrades en parlant beaucoup de la Nouvelle-Calédonie ou de la cohabitation en 1986.

Alors, parlons-en !



La Nouvelle-Calédonie, c'est un drame qui a commencé en 1963. Et la responsabilité qu'ils ont tous partagée à cette époque, BARRE, CHIRAC, GISCARD, c'est d'avoir été solidaires d'une réforme insensée qui remettait en cause le statut antérieur, un statut datant de 1965 qui reconnaissait à la communauté canaque des droits fonciers, qui lui traçait des perspectives d'évolution, qui assurait la promotion de ses élites.

Au lieu de cela, le Gouvernement de l'époque a refoulé les tribus canaques dans des réserves difficilement exploitables ; il a accentué les déséquilibres entre

...

une agriculture coutumière et une économie d'importation ; il a créé une situation qui fait qu'en 1985 on compte sur les doigts d'une seule main les Mélanésiens diplômés de l'enseignement supérieur. Au regard de l'histoire, ce changement de statut est une faute criminelle. C'est cette faute qui se paie aujourd'hui. Et le poids de cette faute devrait interdire à ceux qui en ont partagé la responsabilité, de Juger ce qu'a entrepris Edgard PISANI pour redresser la situation devenue explosive.

Par la suite, ces gens-là ont toujours été en retard d'une évolution. Ils étaient contre l'autonomie interne quand la communauté mélanésienne évoluait vers l'autonomie interne. Ils étaient contre la réforme proposée par Georges LEMOINE, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, quand une autonomie renforcée était la seule façon d'éviter l'explosion. Et aujourd'hui, alors même qu'il ne dépend ni d'eux, ni de nous que l'aspiration du peuple canaque à l'indépendance existe ou n'existe pas, ils ne jurent que par cette autonomie interne qu'ils combattaient hier. Hélas pour la Nouvelle-Calédonie, hélas pour la France, Messieurs, il est plus tard que vous ne pensez !

La Nouvelle-Calédonie, ce n'est pas l'Algérie, tant s'en faut. Mais l'attitude des chefs de la droite, elle, est bien la même qu'ils avaient déjà, eux ou leurs

...

prédécesseurs, au moment de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui comme hier, ils excitent les passions, ils poussent à l'affrontement et à la politique de la terre brûlée. Ils aveuglent le Jugement des Caldoches et sont prêts à se battre Jusqu'au dernier d'entre eux, comme hier ils étaient prêts à se battre jusqu'au dernier Pied-Noir, avant de les abandonner du jour au lendemain parce que les nécessités politiques l'exigeaient.

Il me revient à ce propos un souvenir. Vous vous rappelez peut-être qu'en 1969, à l'occasion d'une élection partielle, j'avais battu l'ancien premier ministre M. COUVE de MURVILLE. La circonscription des Yvelines où je me présentais alors était plutôt à droite et beaucoup de rapatriés d'Algérie y habitaient.

Quelques-uns d'entre eux sont venus me trouver avant le scrutin et m'ont expliqué qu'ils allaient voter pour moi, et contre M. COUVE de MURVILLE.

J'en étais surpris : ils savaient quand même bien que moi, à la SFIO puis au PSU, j'avais toujours été partisan de la décolonisation et de l'indépendance du peuple algérien !

- Oui, m'ont-ils répondu. Ils le savaient et en étaient conscients. Mais vous, au moins, si vous n'étiez pas du même bord que nous, vous ne nous avez jamais trompés.

M. COUVE de MURVILLE a été battu à cette élection législative partielle.

...

Les discours de guerre civile que tiennent aujourd'hui les seconds couteaux de l'opposition, mais que leurs chefs tolèrent quand ils ne les suscitent pas, ne font que refléter, au fond, leur impuissance et leur désarroi. Ils sont incapables d'imaginer et de proposer d'autre solution que le statu quo, tout en sachant au fond d'eux-mêmes, qu'il est impossible.

Mais quelle image ils donnent de la France, de la France des droits de l'homme, de la France des libertés - et notamment aux yeux de l'opinion internationale !

Quelle tristesse que de voir le pays de Victor Hugo, de Lamartine, de Victor Schoelcher ou d'Albert Schweitzer retentir des vociférations d'un PASQUA, d'un GAUDIN, d'un JULIA, d'un LE PEN, mentalement casqués, intellectuellement bottés pour une nouvelle aventure militaire !

Je crois que la France, par son histoire et la place qu'elle tient dans l'équilibre mondial des forces, a un rôle à jouer dans le Pacifique. A l'égard des populations de Nouvelle-Calédonie, elle a un devoir : celui d'assurer un équilibre et la garantie des intérêts fondamentaux des

...

différentes communautés qui habitent et travaillent dans ce territoire. Ce que je sais, c'est que la place de la France dans cette partie du monde sera à jamais compromise si elle n'est pas capable d'assurer les évolutions nécessaires. Les slogans simplistes, les imprécations aveugles n'y changeront rien. Tout au plus peuvent-ils retarder ou compromettre les chances pour notre pays de préserver son influence et ses intérêts dans le Pacifique.

Il faut croire que de son passé, la droite n'a rien appris, et que de son long passage au Gouvernement, elle a beaucoup oublié.

Je ne dis pas qu'il ne nous est pas arrivé, à nous-mêmes, de commettre des erreurs similaires et de pécher par démagogie. Je crois même l'avoir dit à quelques-uns de mes amis en d'autres temps, même si ce souci de parler vrai a pu me valoir quelques désagréments. Du moins, avons-nous l'excuse d'avoir été écartés, pendant vingt-trois ans, des responsabilités du pouvoir.

Mais que penser, par exemple, de M. CHIRAC qui déclarait dans une grande interview à Libération qu'il fallait considérablement réduire les interventions de l'Etat dans le domaine économique et que le meilleur moyen pour cela, c'était de supprimer le titre IV du budget de l'Etat ?

...

C'était au cours de la dernière semaine d'octobre 1984 et, cette semaine-là, M. CHIRAC avait des convictions libérales dans le domaine économique.

Une proposition pareille, ça fait sérieux, ça fait réfléchir ! Quand c'est un ancien Premier Ministre qui l'affirme, on se dit : voilà quelqu'un qui s'y connaît et qui a des propositions précises à faire, parce que le citoyen ordinaire, évidemment, le titre IV du budget de l'Etat, il ne sait pas trop ce que c'est.

Eh bien moi, en ce qui me concerne, - Je reprends un instant ma casquette de ministre de l'Agriculture - , Je puis vous dire à titre d'exemple que le titre IV du budget de l'Etat, cela représente notamment les deux tiers du budget de l'agriculture. Supprimer le titre IV du budget de l'Etat, c'est supprimer le soutien aux prix agricoles, supprimer les aides à l'installation des Jeunes agriculteurs, supprimer les mesures de modernisation de l'agriculture. C'est aujourd'hui la plus grave menace qui pèse sur l'agriculture française.

Il faut donc que chacun soit juge du sérieux des propositions de M. CHIRAC

...

Que penser, aussi, de M. BARRE, qui reproche au Gouvernement de maintenir un contrôle tâtilon sur les prix industriels et commerciaux ? Les deux tiers des prix industriels et commerciaux ont été libérés, mais M. BARRE fait, aujourd'hui, de la libération des prix, le critère déterminant de la différence entre l'interventionnisme étatique de la gauche et le libéralisme épanoui de la droite. Se souvient-il, M. BARRE, que Premier Ministre entre 1976 et 1981, il n'a pas signé moins de 259 arrêtés de contrôle des prix, qui occupent à eux seuls une épaisseur de dix bons centimètres de "Journaux officiels" ?

Allons, M. BARRE, écoutez la différence !

Que penser encore de M. GISCARD d'ESTAING qui, dans un livre vieux de moins de deux ans, proposait d'introduire la proportionnelle pour les élections législatives dans les départements ayant plus d'un million d'électeurs ? Il paraissait même regretter de n'avoir pu instaurer la proportionnelle, à cause de M. CHIRAC, lorsqu'ils étaient dans la même majorité.

M. GISCARD d'ESTAING aurait dû être satisfait quand le Président de la République a annoncé qu'il souhaitait, comme il en avait pris l'engagement, instiller le mode de scrutin proportionnel, en particulier pour les élections législatives.

...



Eh bien, non ! Maintenant, M. GISCARD d'ESTAING est contre. Pourquoi ? Parce que le Gouvernement le propose.

Son argument : on ne change pas les règles du jeu en cours de partie. Admirable argument, en vérité ! Comme en France, on vote tous les ans ou à peu près, à ce compte-là, on ne changera jamais le mode de scrutin.

C'est d'ailleurs un scrupule que n'avait pas eu le pouvoir en 1958, car la réforme électorale fut imposée par une ordonnance du 7 novembre 1958 pour être appliquée... trois semaines plus tard, les 23 et 30 novembre 1958. Et en trois semaines, excusez du peu, on passait du scrutin proportionnel au scrutin majoritaire, on passait du scrutin départemental au scrutin d'arrondissement, on passait du scrutin de liste au scrutin uninominal à deux tours.

Ce n'est pas exactement ce que l'on peut considérer, du point de vue des institutions, comme un changement de détail ! En trois semaines, vous dis-je !

Le second argument de ceux qui étaient hier pour la proportionnelle et qui sont contre, aujourd'hui, n'est pas un argument : c'est LE PEN.

Vous allez, nous disent-ils, faire entrer LE PEN à l'Assemblée Nationale.

...

L'expérience apprend pourtant que quand un courant politique, fût-il extrémiste, connaît une certaine audience, ce ne sont pas les artifices tactiques qui empêchent sa progression ou sa représentation.

Ce qui peut réduire la montée de l'extrémisme de droite, du courant de la haine et de la violence, c'est de combattre ses idées, c'est de ne pas céder si peu que ce soit à l'exploitation de la peur qui nourrit le parti de LE PEN.

Pour alimenter sa campagne de revanche contre la gauche, la droite a cru pouvoir faire flèche de tout bois. Elle a attisé le feu qui couvait et s'est trouvée débordée par l'incendie sur lequel soufflait plus fort qu'elle, plus démagogue qu'elle.

Quand on se fait le chantre du libéralisme économique, c'est-à-dire de la loi de la jungle, on ne doit pas s'étonner de trouver dans cette jungle des animaux nuisibles et dangereux.

Voilà pourquoi il sera important, ces jours-ci, de faire la part des choses.

Il y aura peut-être en France des cantons où, les chances de la gauche étant nulles, le choix du deuxième tour sera entre un candidat conservateur et un candidat du Front National ou même entre deux candidats conservateurs dont l'un s'appuiera sur le Front National.  
Si un candidat conservateur a pris des

...

positions claires et refusé tout compromis quel qu'il soit avec l'extrême-droite, je le dis nettement : pour moi, ce ne sera pas "blanc bonnet et bonnet blanc". Et je le dis sans ambage : il ne faudra pas s'abstenir, il faudra battre l'extrême droite, car il n'y a pas, dans la défense des valeurs démocratiques, d'enjeu mineur. C'est une morale politique qui est en jeu ici. La défense du caractère démocratique et pluraliste de notre société doit absolument passer avant tout intérêt partisan.

Au fond, ce qui préoccupe les chefs de la droite, ce n'est pas le redressement économique, ce n'est pas l'avenir de la France, ce ne sont pas des solutions aux difficultés de l'heure. De tout cela, ils ne parlent guère. Ce dont ils parlent surtout, finalement, c'est d'eux-mêmes, de savoir s'ils pourraient ou non "cohabiter", comme ils disent, avec un Président de la République qui ne soit pas de leur clan. Ce dont ils parlent, c'est du pouvoir, ce pouvoir qu'ils espèrent reconquérir, cette revanche à laquelle ils aspirent et qui est à la fois l'unique objet de leurs pensées et de leur ressentiment.

Moi, je vais vous le dire, 1986, ça m'intéresse.

Mais ça ne m'intéresse pas pour savoir, aujourd'hui, qui gouvernera avec qui, selon quelle coalition, quelles alliances ou quelles combinaisons d'intérêts.

...

Ce qui m'intéresse, c'est de savoir si oui ou non, dans un an, le redressement et la modernisation du pays pourront continuer, si la France restera fidèle à son héritage de liberté et la patrie des droits de l'homme, si son rôle en Europe et dans le monde continueront d'être assumés, ou si, au contraire, paralysée par des querelles de chapelles autour de mots en "-isme", la France subira de nouveaux retards, connaîtra de nouveaux handicaps, traversera de nouvelles zones de turbulence.

Nous sommes engagés dans une immense mutation. Cette mutation est économique, sociale, technique, culturelle. Elle n'est ni de droite, ni de gauche.

Je ne veux pas dire par là que la gauche et la droite, c'est la même chose. J'espère même, en retraçant le bilan de notre action, vous avoir montré le contraire. Il y a des solutions différentes, des réponses conservatrices ou des réponses de progrès, des réponses brutales ou des réponses solidaires, aux problèmes posés par cette mutation.

Ce que je veux simplement dire, c'est que l'existence même de cette mutation, - ce que l'on appelle souvent trop rapidement la crise - , ne dépend pas des résultats d'une élection, aussi importante soit-elle.

...

Elle n'existe pas en fonction de la droite ou de la gauche. Elle existe, c'est tout. Et aucune formation politique, aucun homme politique ne pourront dispenser le pays des efforts qui sont encore devant lui.

1986, c'est d'abord trois enjeux pour la France.

Le premier enjeu consiste à savoir si l'effort de redressement économique, industriel et social entrepris depuis trois ans et demi va se poursuivre, ou bien s'il va s'interrompre, anéanti par l'accumulation de promesses démagogiques.

Je l'ai dit en commençant ce propos : quand les temps sont difficiles, la tentation est forte de voter contre le pouvoir en place. Toutes les démocraties connaissent le même phénomène. Et il est vrai que nous sommes au milieu du chemin : beaucoup d'efforts et de sacrifices ont été demandés aux Français, ils perçoivent les premiers signes d'une amélioration de la situation du pays, mais ils ne sont pas encore convaincus de la réussite de la politique que nous menons.

C'est comme le malade qui se réveille après une opération : le plus dur est passé, mais ça fait encore mal, et il n'a pas la certitude que l'opération soit réussie.

...

Ce n'est pourtant ni le moment de baisser les bras, ni celui de s'abandonner à la facilité. Les hommes de l'opposition, d'ailleurs, ont du mal à emporter l'adhésion.

Il n'y a pas de politique de rechange à celle qui est aujourd'hui conduite par le Gouvernement. Ou sinon, ce serait la ruine des efforts patients accumulés depuis 1981. Et ces efforts auraient été demandés aux Français en vain.



Le deuxième enjeu, c'est celui de préserver l'héritage de liberté et de patrie des droits de l'homme qui est celui de la France.

Les difficultés de la mutation économique font naître des tensions dans le corps social. Ces tensions sont exploitées par les partis extrémistes, par les forces de haine et de violence. Une partie de la droite est prête à pactiser avec ces forces, elle a déjà abdiqué intellectuellement devant elles en épousant leurs thèses sur l'immigration ou sur l'insécurité.

Je veux, à l'inverse, saluer le courage de ceux qui, à droite, ont su résister aux sirènes de l'extrémisme et garder, face au déchaînement des passions, la raison et l'honneur.

...

L'honneur du Gouvernement, et d'abord de son ministre de la Justice, mon ami Robert BADINTER, est d'avoir tenu bon tout au long de ces années où, pourtant, peu de choses lui ont été épargnées.

La Justice a été modernisée. Les tribunaux d'exception ont été supprimés. La France n'est plus le seul pays d'Europe avec la Turquie à maintenir la peine de mort. Elle remplit aujourd'hui les conditions pour ratifier la convention européenne des droits de l'homme.

Et qu'on ne vienne pas nous parler de laxisme ! Les prisons sont pleines, hélas, parce que la délinquance demeure importante et les peines prononcées en France sont parmi les plus sévères en Europe.

Mais du moins, cette première partie du septennat du Président MITTERRAND est-elle celle où la France a renoué avec son histoire en matière de droits de l'homme et de libertés.

Est-ce que demain, tout cela va être remis en cause ? Est-ce que l'on va revenir à la Justice expéditive, est-ce que l'opinion la plus irrationnelle aura force de loi, est-ce que l'auto-défense aura droit de cité au nom de la légitime défense ?

...

Les Jeunes sont plus que d'autres, sans doute, sensibles à cet enjeu. Ce sont eux souvent qui, aujourd'hui, nous donnent l'exemple, l'exemple de la solidarité et de la fraternité, de l'ouverture et de la tolérance.

Moi, Je suis solidaire de ces Jeunes qui ont créé S.O.S.Racisme et, avec eux, Je dis : "Touche pas à mon pote" !

Ils ne savent peut-être pas encore ce que c'est qu'une patrie, mais ils sont plus fidèles à l'histoire de France, aux traditions de notre pays et à sa réputation internationale que ceux qui drapent dans un discours tricolore leur xénophobie et leur peur de l'autre. La société que nous construisons, ce n'est pas celle où M. LE PEN prendra sa retraite. C'est celle où ceux qui ont vingt ans aujourd'hui seront adultes. Saurons-nous répondre à leur espoir et à leur idéal ?

Le troisième enjeu de 1986 est de savoir si le rôle que joue aujourd'hui la France en Europe et dans le monde continuera d'être assumé.



Par son potentiel industriel et économique, par son histoire, par sa situation géographique et sa population, par ses capacités militaires, la France est certainement la première puissance européenne.

Et l'Europe pourrait être, si elle en avait la volonté, le troisième Grand, après les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

...

Mon métier de ministre de l'Agriculture me conduit souvent à Bruxelles. Je peux vous assurer que, vue de la capitale de l'Europe, la France est le pays moteur de la relance européenne, des progrès accomplis pour l'assainissement des finances communautaires, pour la coopération industrielle et technologique, pour l'élargissement aux jeunes démocraties que sont l'Espagne et le Portugal. La France du Président MITTERRAND est aujourd'hui le principal acteur de la construction politique de l'Europe, c'est-à-dire de la constitution de solidarités plus fortes, capables de peser à l'échelle de la planète.

La voix de la France compte dans le monde.

Elle compte parce qu'elle est sans faiblesse à l'égard des desseins inacceptables de l'empire soviétique quand celui-ci opprime la moitié de l'Europe, occupe l'Afghanistan, menace la stabilité du monde, pourtant bien fragile.

De ce point de vue, l'attitude de la France depuis 1981 a été sans ambiguïté : nous savons où sont nos alliances, et notre loyauté n'est pas suspectée.

Mais alliance ne signifie ni complaisance, ni soumission. Et le choix en faveur de la paix que représente notre appartenance au monde occidental s'accompagne de

...

l'exigence d'un rééquilibrage dans les rapports entre le Nord et le Sud.

L'égoïsme de la politique américaine crée une instabilité tout aussi dangereuse pour la paix du monde, lorsqu'elle asphyxie les pays du Tiers-Monde, étouffe le développement de leur agriculture, étrangle leur économie. Le développement mieux équilibré des pays du Sud n'est pas une affaire de charité, ni même simplement une question de justice ou d'humanité : c'est, pour les sociétés industrielles, un enjeu de défense bien comprise de nos propres intérêts, de sécurité planétaire.

Peu de pays en dehors de la France font aujourd'hui entendre ce langage dans les instances internationales. Et aucun autre n'est en mesure de le faire partager à l'Europe.

Est-ce que cela continuera demain ?



Voilà, à mes yeux, les trois enjeux majeurs de 1986. Alors, que se passera-t-il donc si, à l'occasion d'un scrutin, le verdict des urnes reflète les incertitudes et les interrogations des Français, si aucune majorité cohérente et claire ne se dégage pour poursuivre l'action entreprise et sortir le pays de ses difficultés, - et d'abord du chômage ?

...

L'avenir de notre pays est incertain. Les majorités partisanes sont elles aussi, par nature, incertaines. Alors, ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas d'abord de savoir qui gouvernera et avec qui, mais de vérifier s'il existe, dans la société française, un accord plus profond sur quelques priorités essentielles autour desquelles l'opinion pourrait se rassembler. Ce dont la France a besoin, c'est d'un projet. La question des majorités et des alliances est, à l'heure qu'il est, non pas secondaire, mais seconde.

Si l'on veut être en mesure de définir un projet à la hauteur des trois enjeux que je viens d'énoncer, et dont chacun mesure l'importance, alors il faut sans plus attendre s'efforcer de définir le contenu minimum d'un pacte démocratique capable de répondre aux aspirations d'une majorité de nos concitoyens.

Ce pacte démocratique, je le vois pour ma part comporter au moins cinq priorités :

1 / Le problème n° 1 du pays aujourd'hui est celui de l'emploi. On n'inversera pas durablement la courbe du chômage sans retrouver un rythme de croissance plus rapide et sans poursuivre la rénovation en profondeur de notre appareil d'éducation et de formation professionnelle.

En effet, il ne faut pas cacher la vérité aux travailleurs : quand on transforme notre appareil productif pour l'adapter aux conditions de la

...

concurrence mondiale, lui permettre de s'y enraciner, de gagner de nouveaux marchés, inévitablement, on supprime des emplois sans que de nouveaux apparaissent tout de suite. Il y a des transitions et je sais que ces transitions sont difficiles pour ceux qui les subissent. Elles sont pourtant inévitables. Mais parallèlement, d'autres secteurs peuvent créer des emplois, comme les loisirs, le tourisme, les services : leur développement dépend du pouvoir d'achat distribué, et donc de la croissance.

La modernisation doit être menée à bien sans déchirure du tissu social, elle implique des priorités financières pour que la solidarité et un effort massif de formation la rendent supportable et, à terme, positive pour le pays.

2/ Deuxième priorité

Pour retrouver une croissance plus forte, il faut maintenir les équilibres qui ont été retrouvés en matière d'inflation, de commerce extérieur, de transferts sociaux. On ne construirait rien de solide sur un retour en arrière, sur une flambée de relance vite consommée.

Pour retrouver des marges de manoeuvre économiques, il nous faut développer les investissements dans des secteurs compétitifs à l'exportation, et nous avons des performances exceptionnelles dans certains domaines comme les transports, le nucléaire,

...

l'espace, l'agro-alimentaire. Il nous faut aussi développer les investissements dans des industries économes en importations, comme le bâtiment et les travaux publics. Le Gouvernement a déjà pris des mesures dans cette direction.

La croissance ne se décrète pas, mais au prix de choix budgétaires appropriés, des marges de manoeuvre nouvelles peuvent être regagnées, et avec elles, de la croissance et des emplois.

- 3 / Troisième priorité : pour que les conditions de la modernisation du pays soient socialement acceptées, il faut jeter les bases d'un autre partage du travail et des revenus.

Ce n'est pas d'abord l'affaire de l'Etat et du Gouvernement, mais celle des partenaires sociaux et de la négociation collective. La relance du dialogue, la reprise des négociations sur la flexibilité du travail en sont des exemples. Encore faut-il les mener avec la volonté d'aboutir.

Le patronat demande beaucoup aux pouvoirs publics, sous forme d'encouragements à l'investissement par exemple. Il fait peu d'efforts en retour, notamment en direction du monde du travail. Si personne ne fait un pas en avant, tout le monde sera perdant.

...

Notre pays a connu depuis 1981 un climat social extraordinairement paisible. Il ne pourra durer que si tous les partenaires y trouvent leur compte.

- 4 / Quatrième priorité : pour que l'ensemble des efforts qui sont demandés à la société française soient assumés et partagés, il faut une meilleure diffusion du pouvoir et de la formation.

La décentralisation représente une avancée considérable, mais dont les citoyens ne perçoivent pas encore tous les enjeux, tant s'en faut, parce qu'elle en reste à l'étage de responsabilité des élus. "Toujours plus" est par nature la revendication immédiate de citoyens qui ne sont pas associés aux responsabilités. "D'abord mieux" devient la revendication des sociétés où le pouvoir et les responsabilités sont équitablement partagés.

La poursuite de la modernisation du pays n'est pas uniquement une affaire d'économie. C'est aussi un enjeu culturel. La formation en est la clé. Elle est la clé de l'égalité des chances, et cela passe par la restauration du rôle de l'école comme instrument de diffusion des

...

connaissances. Qui ne partagerait sur ce point les convictions du ministre de l'Education Nationale ? Mais elle est aussi la clé de l'apprentissage de nouveaux espaces de liberté, avec la souplesse, l'innovation, l'expérimentation que cela suppose.

5 / Cinquième priorité : la France ne continuera à avancer que si elle est plus unie, elle ne sera plus unie que si elle est plus juste.

Pour que le dialogue social et la diffusion du pouvoir se développent, il faut que le corps social sache isoler ses extrémistes et refuse tout compromis avec eux, en idées comme en tactique.

Au tour de ces priorités : qui pourraient être à la base d'un pacte démocratique, et certainement de bien d'autres idées, j'ai le sentiment qu'on peut rassembler bien des Français sans s'arrêter aux clivages d'hier.

Nos concitoyens ont aujourd'hui besoin d'imagination et de lucidité, de volonté et de sens de l'effort, pas de slogans ou de prêt-à-penser idéologique.

...

La gauche socialiste que nous sommes est porteuse du projet de modernisation de la société française. Mais elle n'échappera pas elle-même à cette exigence de modernisation de ses propositions et de sa démarche.

Notre action est profondément enracinée dans l'histoire de notre peuple et dans les traditions de notre pays. Elle est fidèle à ses valeurs, et d'abord à celles de la République. Mais aujourd'hui, les Français mettent dans ces valeurs un contenu nouveau. Il ne nous suffira pas de passer un coup de badigeon sur les mots "Liberté-Egalité-Fraternité" aux frontons de nos édifices publics.

La liberté, aujourd'hui, c'est aussi la volonté d'autonomie de l'individu, de responsabilité face à l'anonymat complexe de grands systèmes collectifs comme le sont devenus la Sécurité sociale ou d'autres services publics. La liberté, c'est de ne pas être simplement un numéro ou un code, et s'il n'y faut pas moins d'Etat, il y faut à coup sûr un Etat mieux délimité dans ses attributions et plus respectueux de la personne humaine.

L'égalité, aujourd'hui, c'est moins que jamais l'idée que tout le monde doit passer par le même moule,

...

politique, économique, ou social. L'égalité, c'est moins que jamais l'égalitarisme, c'est-à-dire le nivellement des individus. L'égalité, c'est surtout l'égalité des chances, et ce serait déjà une immense avancée dans une société où, malgré la qualité de notre enseignement maternel, c'est dès l'âge de deux ou trois ans que se joue le devenir social de nos concitoyens.

La fraternité, aujourd'hui, c'est une forme de solidarité nouvelle, qui rejette tout ce qui s'apparente à l'assistance, à la prise en charge, ou à la tutelle. La fraternité, c'est le retour à certaines formes de désintéressement, de bénévolat, de chaleur humaine. La fraternité, c'est ce qui dépasse les frontières, et d'abord celle de la porte de notre propre paller.

En proposant à ses concitoyens de conquérir de nouvelles frontières, le Président KENNEDY leur disait : "Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays."

J'ai dit quels étaient les enjeux essentiels pour l'avenir, les nouvelles frontières pour notre pays. J'ai énoncé des propositions dont je crois qu'elles pourraient rassembler

...

tous ceux qui veulent construire une France moderne et juste, puissante et respectée. Les valeurs de la gauche socialiste et démocratique peuvent nourrir ces propositions et forger ce rassemblement.

Vous pouvez nous y aider, en faisant effort sur vous-mêmes pour sortir de l'indifférence ou de l'abstention. Vous pouvez nous y aider, en prenant vos responsabilités de citoyen, dans l'entreprise et dans la cité.

Car dans un grand pays comme le nôtre, fort de son histoire, fier de ses richesses humaines, malgré toutes les difficultés du moment, il y a un seul gisement vraiment inépuisable : celui de l'intelligence.

C'est à elle que j'en appelle pour le présent et pour l'avenir de notre pays. C'est elle qui nous permettra de nous en sortir, contre le renoncement et l'abandon, contre la violence et la haine, contre la fatalité et le conformisme.

C'est elle qui nous indiquera les chemins nécessaires. C'est elle qui ramènera le débat public à un niveau constructif et positif.

Cette ressource d'intelligence, c'est en nous-mêmes qu'il faut aller la chercher. Voilà ce que je suis venu vous demander ce soir.

-0-0-0-0-